

Élections législatives 10 et 17 juin 2012

Guy Chambefort et Xavier Cadoret



Avec François Hollande, donnons une majorité au changement



Madame, monsieur,

La France a élu un nouveau président de la République, François Hollande. Il faut lui donner une large majorité pour qu'il puisse tenir ses engagements. Je vous propose de faire partie de cette majorité. J'ai soutenu François Hollande depuis qu'il a pris la décision de se présenter.

Notre pays a trop souffert de la politique conduite par la droite ces dernières années : politique de division, de recherche de bouc émissaire, catastrophique sur le plan économique : dette, chômage, fermeture d'entreprises.

Se rassembler pour faire gagner notre territoire, tel est notre objectif.

Je vous fais part des propositions concrètes, réalistes qui reprennent celles de François Hollande. Les élections des 10 et 17 juin doivent permettre de réaliser ce programme.

La précédente législature

Pendant ce mandat qui s'achève, membre de l'opposition, j'ai dénoncé les conséquences de la politique menée, dont on mesure les effets aujourd'hui.

Membre de la commission de la Défense et des Forces armées, de la commission de contrôle des crédits de la Défense, j'ai suivi quotidiennement les dossiers évoqués, notamment ceux liés à la Gendarmerie et aux Anciens combattants.

J'ai également suivi les dossiers locaux des bases militaires (Yzeure, Varennes), les infrastructures (RN 7, RCEA, ferroviaire), les conséquences de la réforme territoriale, l'agriculture, la coopération intercommunale.

Pour l'avenir

Je resterai à votre écoute comme je l'ai fait pendant cinq ans, en recevant personnellement toutes les personnes qui le souhaitent, en privilégiant les contacts avec les maires et les élus, en vous informant régulièrement.

Avec mon suppléant Xavier Cadoret, et Marie José Chassin, vice-présidente au Conseil régional et assistante parlementaire, dans une circonscription beaucoup plus étendue que précédemment (126 communes), nous continuerons à suivre les dossiers de notre territoire.

Les débats publics de ces dernières années n'ont que trop masqué les retards pris par les grands projets d'infrastructures. Ils n'ont pas beaucoup évolué ces dernières années. Des avancées doivent se concrétiser.

Guy Chambefort,
Candidat à la députation,

maire d'Yzeure, vice-président de la Communauté d'agglomération de Moulins

Guy Chambefort, député sortant

Membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées.

Conseiller général de l'Allier de 1985 à 2007.

Premier vice-président de l'assemblée départementale de 1998 à 2001.

Maire d'Yzeure depuis 1989. Réélu constamment depuis cette date. En 2008, réélu avec 75,95 % des voix.

Depuis 2001, vice-président chargé des finances à la Communauté d'agglomération de Moulins.

Xavier Cadoret, suppléant

Professeur agrégé d'économie et de gestion.

Maire de Saint-Gérand-le-Puy depuis 1991.

Président de la Communauté de communes de Varennes-Forterre depuis 2001.

Premier vice-président de l'Association des maires de l'Allier.

Le 10 juin, votez utile

Avec mon suppléant, nous nous engageons

- à mettre nos expériences d'élus locaux de terrain au service d'une politique redonnant confiance aux territoires ruraux.

- à participer à l'élaboration de lois moins nombreuses, mûrement réfléchies et surtout applicables.

- à utiliser les expérimentations qui ont fait leurs preuves notamment à Yzeure en matière de développement des services publics, dans les domaines de l'emploi et de la formation. Elles serviront de base à la mise en place d'une politique nouvelle.

- à abroger la réforme territoriale qui a suscité beaucoup d'opposition dans sa forme actuelle. Une nouvelle étape de la décentralisation redonnera aux communes les moyens de vivre. Cette réforme devra donner aux territoires le dynamisme nécessaire pour les rendre attractifs.

- à travailler avec vous, avec comme unique ambition de servir l'Allier et notre pays.

Vivre au quotidien

Un logement accessible à tous

La part des ressources consacrée au logement est trop importante. L'augmentation des charges (+ 25% en deux ans pour le gaz ; + 8% pour l'électricité) est insupportable pour les plus modestes. Nous mettrons en place un système limitant les loyers et les coûts d'accès à l'énergie indispensable. Nous inciterons à la construction et à la réhabilitation de logements sociaux.

L'éducation

Le gouvernement de Nicolas Sarkozy a réalisé des coupes sombres dans les moyens des écoles, des collèges, des lycées. L'enseignement technologique, pourtant indispensable pour notre industrie, a pratiquement disparu. Il est urgent de redonner les moyens aux écoles maternelles et primaires pour accueillir les enfants dès 3 ans, de conforter les collèges ruraux indispensables. Développer l'alternance et l'apprentissage à condition que l'on offre plus de places dans les entreprises et les collectivités.

La santé

L'accès à la santé doit être le même partout. Un accès aux urgences devra être possible en une demi-heure. L'hôpital public devra retrouver les moyens de fonctionner. Les dépassements d'honoraires des médecins seront encadrés, le prix des médicaments devra diminuer pour que chacun puisse se soigner. Une grande réforme de la dépendance sera engagée.

Les services publics à tout âge

Les collectivités seront fortement incitées à offrir des lieux d'accueil et d'assistance (petite enfance, enfance, maintien à domicile, maison pour personnes âgées). C'est possible comme nous le faisons à Yzeure. L'accueil des handicapés doit être favorisé comme nous avons aidé à le faire dans le canton du Donjon ces dernières années, non sans difficultés.

La jeunesse

Après 10 ans de gestion de l'UMP, dont cinq années de sarkozisme, les jeunes sont pessimistes sur l'avenir de la France. C'est un échec. Notre jeunesse a besoin de formation et de travail. Les emplois d'avenir doivent offrir une solution pour les jeunes sans ressources dans l'attente de la reprise de la croissance.

Vivre de son travail

Le nombre de chômeurs a explosé dans notre pays en cinq ans : 1 million de chômeurs de plus en cinq ans. Dans notre département : 700 chômeurs de plus en un an, une augmentation qui frappe les jeunes et les seniors. Les emplois d'avenir et les contrats de génération permettront l'embauche d'un jeune tout en gardant un senior. La solidarité du système de retraite sera garanti (départ à 60 ans à taux plein pour ceux ayant cotisé 41 annuités)

Vivre sur son territoire

Le monde rural

Pour exister, le monde rural doit avoir les moyens de vivre. Il doit s'appuyer sur des agglomérations à proximité, dynamiques et attractives. Dans l'Allier, le problème est celui de trois villes Moulins, Montluçon, Vichy gérées par l'UMP, elles ont perdu globalement plus de 6 000 habitants, ce qui pénalise notre département.

L'environnement

Préserver les ressources en eau et économiser les énergies sont les priorités dans tous les domaines. Aucun pays ne peut dépendre d'une seule source d'énergie. La montée en puissance des énergies renouvelables permettra de réduire la part du nucléaire de 75 à 50 % à l'horizon 2025.

L'agriculture

Associer les agriculteurs à la mise en place de la nouvelle PAC. L'installation de contrats de régulation est nécessaire pour les protéger dans leurs relations avec les distributeurs. Combattre l'idée que les agriculteurs sont responsables de la pollution. Ils doivent être pleinement associés à la protection de l'environnement.

Les infrastructures

Les débats publics coûteux se sont multipliés mais les travaux n'ont pas beaucoup avancé :

- Les travaux de la RN7 continuent de prendre du retard
- Les promesses d'ouverture de la RCEA en 2017 ne peuvent pas être tenues dans la solution envisagée

La Région Auvergne a modernisé entièrement les matériels des Trans Express régionaux (TER) et investit dans la rénovation du réseau. La liaison Paris-Clermont doit être améliorée, le matériel impérativement renouvelé. Ceci est indispensable dans l'attente d'un train à grande vitesse.

La décentralisation

Engager une nouvelle réforme de la décentralisation en associant les élus locaux. Le rôle des communes sera réaffirmé. Mettre en place une solidarité entre les territoires. Assurer la sécurité en donnant les moyens d'agir à la gendarmerie et à la police (12 000 postes ont été supprimés), 1 000 postes pour la police, la gendarmerie, la justice.

Une France laïque

Devant la montée des intégrismes et des intolérances, il faut réaffirmer et appliquer les valeurs de la laïcité, fondements de notre République.

